
Le viol en spectacle

Anna Bozzo

En Algérie, des femmes et des jeunes filles sont terrorisées, violées, abattues. Une vidéo émanant de la télévision algérienne circule à l'étranger. Pour dénoncer ces terribles pratiques, défendre l'honneur de ces femmes et les protéger, n'y a-t-il pas de moyen plus digne que celui d'étaler au grand jour le récit de leurs souffrances? Quelle autre cause servirait la diffusion de ces témoignages à visage découvert?

Des images de mauvaise qualité, mais très éloquentes : les premières séquences d'une vidéo projetée dans plusieurs villes italiennes, montrent les rues et les places d'Alger pleines de gens qui assistent aux meetings des leaders du parti islamique avant décembre 1991, puis un travelling sur des militants islamiques à l'entraînement introduit directement à la vision de cadavres martyrisés. Mais le moment fort du document est le viol d'une jeune fille de 14 ans à travers le récit qu'elle en fait elle-même. L'interviewer algérien insiste : il veut savoir les détails. La fille pleure, ne sait pas poser son regard, agite nerveusement ses mains. Elle dit être devenue inutile.

Tout en partageant la pitié que suscite le montage d'images de la télévision algérienne, on ne peut que rester consternés face à l'instrumentalisation que l'on fait aujourd'hui en Algérie de la souffrance des femmes. On va jusqu'à exhiber leur souffrance psychologique causée par l'outrage subi sur leur propre corps, que ni la société ni l'État n'ont su défendre. La caméra s'attarde à saisir la honte et le désespoir sur le visage de la jeune fille violentée. Comment ne pas rester abasourdis face à tant de voyeurisme? Elle est prise, non de dos, mais à visage découvert, sans le foulard à fleurs, de façon à ce que toute sa famille, ses voisins, son village, puissent la reconnaître. Désormais, le destin de cette fille sera la mort civile : dans des circonstances normales une jeune fille en Algérie est

Printemps 1996

livrée à la réprobation publique même pour beaucoup moins, un soupçon suffit. Mais cela ne semble préoccuper personne, encore moins ses défenseurs d'office qui le sont seulement en paroles.

Certains journalistes algériens complaisants, hommes et femmes de culture, font le tour du monde pour recueillir la solidarité "pour les femmes d'Algérie" et "contre la barbarie intégriste"; plus ou moins consciemment les porte-parole irréprochables de la position du régime, lequel, en déficit de légitimité, dit vouloir "éradiquer" le phénomène et, au lieu de mettre un frein à la spirale de violence, s'en fait, avec les repréailles, le complice.

On peut alors se demander : qui se mobilise à l'intérieur du pays pour ces femmes? Où est cette solidarité militante et diffuse qui pourrait les soustraire à la solitude et à la folie en faisant en sorte qu'elles ne se sentent pas des déchets de la société mais des héroïnes ? Pourquoi ne se préoccupe-t-on pas de créer un numéro spécial de téléphone pour les dénonciations et les demandes d'aide? Existe-t-il des centres d'accueil où l'anonymat soit garanti, où l'on puisse recevoir assistance et soutien sérieux! Rien de tout cela. On n'en parle même pas.

Tandis que l'on continue chez nous à crier au scandale, les scènes d'horreur risquent de devenir la normalité.

Pourquoi plutôt ne pas se demander à qui sert la poursuite de ces attentats? Au parti islamiste? Comment attribuer à un projet politique, même totalitaire, même sans principe qui, en plus, prétend se réclamer du Dieu créateur, la mort d'enfants, d'adolescents, de femmes enceintes, de femmes âgées, de religieuses, avec une telle férocité barbare? Pour ne pas parler des journalistes, des étrangers et de tous les autres. Difficile d'attribuer une telle violence gratuite à un quelconque projet de société à construire demain où celui qui voudra prendre et conserver le pouvoir devra pourtant compter sur un minimum de consensus populaire. Ni en Iran ni au Soudan ni en Egypte, on n'a tué autant de femmes!

Il faut donc aller, au-delà des émotions, à la recherche des raisons profondes de ce phénomène. Un certain doute prend forme: y a-t-il quelqu'un qui pêche dans les eaux troubles de la nébuleuse de groupes armés difficilement identifiables? La violence contre les femmes et la vague d'indignation qu'elle suscite sont-elles de la même origine? Sont-elles inscrites dans un même projet? Ou bien, plus simplement, vont-elles dans le même sens? Font-elles toutes deux parties des redoutables armes de cette guerre civile?

L'objectif poursuivi par cette campagne supposée être "en faveur" des femmes ne serait pas seulement celui de susciter une condamnation générale de la démentielle guérilla de Dieu, mais bien celui de convaincre l'opinion publique que le parti islamique doit être supprimé à tout prix, immédiatement avec la même violence féroce, s'il le faut, et sans renvoi en jugement, encore moins par le recours aux urnes (on parle d'en changer le nom). Qu'importe si beaucoup ont voté pour lui ou lui ont confié leurs espérances de changement. Maintenant dit-on, on ne voterait plus pour lui. Il vaut donc mieux l'"éradiquer" complètement.

Mais il faut aussi rappeler que la société algérienne a toujours été injuste à l'égard des femmes. Dès le lendemain de la guerre de libération,

après avoir été actives dans la lutte, à côté des hommes, même si ce fut en position subalterne, elles furent invitées à reprendre leur place de second rang. Pour exorciser toute trace de présence française, on s'est protégé à l'ombre de l'islam d'Etat : mais peut-être par réaction au traumatisme de la colonisation, on n'a jamais accordé à la question de l'émancipation féminine la priorité qu'elle mérite celle-ci étant entachée du vice de l'appartenance à un univers culturel antagoniste.

Cet islam de façade, déployé pour assurer légitimité et consensus au groupe dirigeant et à tous ceux qui prospéraient dans son ombre, ne pouvait produire qu'une société hypocrite, moraliste et bigote, qui a abouti, déjà dans les années 80, à se donner de fait les lois d'une république islamique. Parmi celles-ci, le fonctionnement des tribunaux et le code de la famille qui sanctionne depuis plus de 10 ans, l'inégalité entre les sexes. Quand il était à l'état de projet, les femmes algériennes se sont battues contre ce code, appelant le gouvernement à le retirer; elles ont finalement perdu, en 1984, ce combat inégal. Où étaient alors leurs paladins qui se manifestent si ostentatoirement aujourd'hui? Il est de fait que personne en Occident ne s'en est préoccupé. Les législateurs de l'Algérie indépendante, tout en prêchant la nécessité de faire accéder les grandes masses à la modernité et au développement, ont toujours prétendu dicter, au nom de l'islam d'Etat, les normes et les comportements publics et privés, au lieu de faire confiance aux femmes et de les aider effectivement à concilier dignité, identité islamique et liberté dans une société qui se veut moderne mais ne l'était qu'en paroles.

Pour l'Algérie d'aujourd'hui, la véritable sortie de la crise ne pourra se réaliser qu'au prix d'une réconciliation de toute la société algérienne avec les femmes: les deux parties qui sont responsables de cette spirale perverse de la violence devront demander des excuses à cette partie de l'Algérie qui s'est toujours opposée à la logique de chantage et de peur. Les femmes sont aujourd'hui la meilleure part d'une Algérie profonde dont personne ne parle, celle qui dans la vie de chaque jour, résiste avec ténacité aux abus, à la peur, à l'insécurité, aux provocations, qui continue à travailler et à envoyer les enfants à l'école.

Tout simplement elles pourraient devenir des acteurs politiques plus crédibles que beaucoup d'hommes si elles étaient laissées libres d'exprimer des choix politiques, de devenir arbitres et actrices de leur destin ; ce que, au-delà de la rhétorique, elles ne furent même pas dans la guerre de libération.

Anna Bozzo est chercheur à l'Institut universitaire d'études orientales de Naples.